



BUDGET AUSTÉRITAIRE, MOYENS INSUFFISANTS :

LA LUTTE A COMMENCÉ, GÉNÉRALISONS-LA !

ENCORE UNE FOIS, LE GOUVERNEMENT N'A QU'UNE BOUSSOLE : L'AUSTÉRITÉ !

Ça fait des années que ça dure ; à chaque fois, l'angoissante question revient : combien d'heures, de collègues, d'options, de classes va-t-on perdre ? **Ici et là, les nouvelles tombent** : ici trente élèves par classe en 4ème, là des compléments de service pour des collègues, ailleurs la perte de deux sixièmes. Des collèges classés REP perdent aussi beaucoup d'heures. Cette année, vu le contexte politico-budgétaire, on se doutait bien que le ministère n'allait pas inverser la tendance. Et on n'a pas été déçu·es. Ainsi, à la rentrée de septembre 2026, ce sont **1891 postes d'enseignant·es dans le premier degré qui pourraient être supprimés, et 1365 dans le second degré.**

En se cachant derrière la baisse de la démographie de manière cynique, l'État montre une fois de plus que ses priorités ne sont pas les nôtres, puisque **c'était l'occasion de baisser le nombre d'élèves par classe.**

Alors qu'il faudrait investir massivement dans l'éducation, la santé ou la transition énergétique, Emmanuel Macron préfère annoncer la construction d'un nouveau porte-avions et refuse toujours de taxer les plus riches, quand une note de Bercy indique que plus de 13 000 millionnaires n'ont payé aucun impôt sur le revenu en 2024. Or, sans recettes, pas de dépenses possibles, surtout si la Défense militaire sert de prétexte à ruiner les services publics au nom de « l'effort national ».

Dans l'Éducation nationale, on est habitué·es à devoir faire toujours plus avec moins, et cette fois encore la saignée est claire et nette. **Suppressions d'heures, classes supprimées ou surchargées, menaces sur des options et des dispositifs d'accompagnement** : voilà ce que signifient concrètement les « arbitrages » budgétaires imposés à l'Éducation nationale. Chaque

année, on essaie de limiter la casse, parfois en s'opposant au vote des DHG, en demandant une audience au rectorat, en faisant grève. Cette année, il va falloir lutter davantage : on ne nous en laisse pas le choix. **Organisons, à la base, un mouvement d'ampleur pour arracher un plan d'urgence pour l'École !**

Dans ce marasme, fatigué·es par les grèves d'un jour, victimes des changements de cap



incessants dus à la discontinuité ministérielle, nous peinons à mettre sur pied le mouvement national que l'enseignement public mérite. Pour preuve : la réforme du collège et ses groupes de niveaux de Gabriel Attal, mesure phare du macronisme, a été définitivement abrogée ce 12 mars. Cette réforme avait suscité la colère et la désapprobation des personnels et des représentant·es des parents d'élèves. Quel épuisement cela aura occasionné !

LOCALEMENT, LES NOUVELLES SONT BONNES : LA LUTTE A COMMENCÉ ! GÉNÉRALISONS-LA !

À Lyon, à Marseille, en région parisienne, à Poitiers, etc., la lutte a déjà commencé avec des débrayages, des rassemblements, etc. **La semaine prochaine, selon différentes modalités, on sera en grève dans de nombreux établissements.** Des rassemblements sont organisés dans de nombreuses villes.

La CNT-SO Éducation et Recherche apporte tout son soutien aux élèves et aux personnels mobilisé·es actuellement, ainsi qu'à celles et ceux qui les rejoindront. **Leur combat est celui de toutes et tous : défendre une éducation publique dotée des moyens nécessaires, au service de l'émancipation et non soumise aux logiques d'économie budgétaire.**

Mais pour gagner, il est nécessaire d'élargir la mobilisation. Les attaques contre l'école s'inscrivent dans une offensive plus large contre l'ensemble des services publics et contre le monde du travail. Partout, la même logique est à l'œuvre : réduire les dépenses sociales pour préserver les intérêts des plus riches.

C'est pourquoi **la réponse doit être collective et offensive.** Nous appelons à développer les assemblées générales, à construire des cadres de lutte inter-établissements et à préparer un élargissement du mouvement. **La grève reste notre arme la plus efficace** pour imposer un rapport de force face au gouvernement.

ARRACHONS UN PLAN D'URGENCE POUR L'ÉCOLE !

Mobilisons-nous pour obtenir plus de moyens et un plan d'urgence pour l'École : de larges moyens supplémentaires en heures-poste, le renforcement de l'éducation prioritaire avec des seuils fixes et le retour des lycées dans celles-ci ; l'embauche massive de titulaires ; la baisse des effectifs par classe (par exemple : 15 élèves par classe en primaire et au collège en éducation prioritaire, 25 au lycée général et technologique, 12 élèves en CAP au lycée pro, etc.) ; le renforcement des dispositifs comme les classes Ulis, UPE2A, les RASED ; des moyens pour la rénovation du bâti et des équipements, etc.

CONTRE L'AUSTÉRITÉ ET LA CASSE DES SERVICES PUBLICS, ORGANISONS LA RIPOSTE !

**CONSTRUISONS, À LA BASE, UN MOUVEMENT FORT :
C'EST NOUS QUI TRAVAILLONS, C'EST NOUS QUI DÉCIDONS !**

NOUS CONTACTER / INFOS :

 fede.educ.public@cnt-so.org

 [cnt-so-education.bsky.social](https://bsky.social/cnt-so-education)

 EducationSo

 educ.cnt-so.org